

COMPTE RENDU

CONSEIL MUNICIPAL

JEUDI 15 MAI 2014

A 19 H 30

En Salle des Mariages de l'Hôtel de ville

L'an deux mille quatorze le jeudi 15 mai à 19 h 30, le conseil municipal régulièrement convoqué le vendredi 9 mai 2014, sous la présidence de Monsieur Laurent RIVOIRE, Maire.

Assistaient à la séance : Mmes, Mlles et MM, Laurent RIVOIRE, Jean THARY, Elisabeth LEFEUVRE, Karim HAMRANI, Dref MENDACI, Pierre LERENARD, Nicole RIVOIRE, Marie-Rose HARENGER, Alexandre BENHAÏM, Stéphanie SANNIER, Bernard GIRAULT, Jennifer JOBARD, Thomas FRANCESCHINI, Yveline JEN, Marcel SOLIGNY, Guillaume SALOMON, Souad TERKI, Sylvain NICOLAS-NELSON, Said YAHIA CHERIF, Maryvonne MOYA, Karine SUISSA, Patricia BLANCHARD, Olivier DELEU, Dulcinée AVRIL, Axelle ASIK, Katia GRAVELOT, Miloud GHERRAS, Sarra BEN ALI, Samira BUYTENDORP (à partir de 20h44), Emilie TOPSENT, Julien RAGAZ, Fadhil KORIMBOCUS, Chritiane DEL POZO, Francis FLOUZAT, Jean-Paul LEFEBVRE, Anne DEO, Patrick LASCOUX, Gilles GARNIER (à partir de 20h04) Olivier SARRABEYROUSE, Pascale LABBE (à partir de 19h55).

Absents ayant donné mandat :

Ibrahim DIARRA	à Sarra BEN ALI
Samira BUYTENDORP	à Yveline JEN (jusqu'à 20h44)
Laurence CORDEAU	à Marie-Rose HARENGER
Pierre LERENARD	à Nicole RIVOIRE
Corinne BORD	à Jean-Paul LEFEBVRE

Secrétaire de séance : Madame Elisabeth LEFEUVRE

Le Quorum étant atteint, le Conseil Municipal peut valablement délibérer.

I. Désignation du secrétaire de séance

Monsieur le Maire propose la candidature de Madame Elisabeth LEFEUVRE

UNANIMITE

La désignation du secrétaire de séance est approuvée

**II. APPROBATION DES COMPTES RENDUS DES CONSEILS MUNICIPAUX DU 4 et
14 AVRIL 2014**

**POUR 38 MAJORITE MUNICIPALE, OLIVIER SARRABEYROUSE,
ANNE DEO, CHRISTIANE DEL POZO, PATRICK LASCOUX**

ABSTENTION 3 GROUPE SOCIALISTE

Monsieur Gilles GARNIER et Madame Pascale LABBE sont absents.

LES COMPTES RENDUS SONT APPROUVES

III. DELIBERATIONS

2014/05-01- DIRECTION DES FINANCES

APPROBATION DU RAPPORT D'EVALUATION DES CHARGES TRANSFEREES REALISE PAR LA COMMISSION LOCALE D'ÉVALUATION DES CHARGES TRANSFEREES EN 2013

Rapporteur : Monsieur Dref MENDACI

Par délibération en date du 16 février 2010, le Conseil communautaire d'Est Ensemble a créé la Commission Locale d'Évaluation des Charges Transférées (CLECT). Elle a pour mission l'évaluation du montant des charges correspondant aux compétences transférées des villes à la communauté d'agglomération. Cela permet ainsi de déterminer le montant des attributions de compensation versées par la communauté d'Agglomération aux villes membres.

La C.L.E.C.T. rend ses conclusions lors de chaque transfert ultérieur.

En 2013, la CLECT a réalisé l'évaluation des charges nettes transférées au titre des compétences :

- « Politique de la Ville », c'est-à-dire les activités du PLIE (Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi), du volet emploi du CUCS (Contrat Urbain de Cohésion Sociale) et l'accès au droit (hors dépenses de personnel),
- « Déplacements » qui ne concernent que les Villes de Bondy, du Pré-Saint-Gervais et des Lilas.
- « Développement économique » et « Construction, aménagement, entretien et gestion des équipements culturels et sportifs d'intérêt communautaire » pour la seule ville de Bagnolet dans la mesure où les travaux n'avaient pas pu être réalisés.

La CLECT a évalué, à partir des déclarations des Villes sur la base de leur comptabilité et à la suite d'un échange contradictoire, les charges financières de la compétence « Politique de la Ville » : elles s'élèvent à 59 222 € pour la Ville de Noisy le Sec.

Au vu de ces éléments, la CLECT, dans son rapport définitif adopté le 16 janvier 2014, propose une modification de l'attribution de compensation de la ville de Noisy-le-Sec au titre de l'année 2013 qui est évaluée à 10 988 194 € (pour rappel, elle était de 11 047 416 € en 2012).

Aussi, il est demandé au Conseil municipal d'adopter le rapport de la CLECT qui lui est présenté en annexe 1 : <http://extranet.noisylesec.fr/upload/e193779973ee9b607c7630260684fb66.zip>

DELIBERATION

Le Conseil municipal,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L5211-5,

Vu le rapport écrit du 16 janvier 2014 de la Commission d'évaluation des charges transférées,

DELIBERE

Article 1 :

Adopte le rapport de la Commission d'évaluation des charges transférées, relatif à l'évaluation des charges transférées au titre des compétences « *aménagement de l'espace communautaire* », « *développement économique* », « *équilibre social de l'habitat* », « *politique de la ville* », « *construction, aménagement entretien et gestion des équipements culturels et sportifs d'intérêt communautaire* » à la Communauté d'Agglomération Est Ensemble par les communes membres.

Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

POUR

41

**MAJORITE MUNICIPALE, GROUPE SOCIALISTE,
OLIVIER SARRABEYROUSE, ANNE DEO,
CHRISTIANE DEL POZO, PATRICK LASCoux**

Monsieur Gilles GARNIER et Madame Pascale LABBE sont absents.

2014/05-02- DIRECTION DES FINANCES

INDEMNITE DE CONSEIL ALLOUEE AU RECEVEUR MUNICIPAL

Rapporteur : Monsieur Dref MENDACI

La loi n° 82-213 du 2 mars 1982 et ses textes d'application permettent le versement d'une indemnité de conseil qui peut, sous certaines conditions, être versée aux receveurs municipaux.

Cette possibilité est attachée à des services effectivement rendus par les comptables du Trésor chargés des fonctions de receveur de la commune et des établissements publics locaux.

L'arrêté interministériel du 16 décembre 1983 énumère comme suit les collaborations qui peuvent légitimer cette indemnité : prestations de conseil et d'assistance en matière budgétaire, économique, financière et comptable, notamment dans les domaines relatifs à :

- l'établissement des documents budgétaires et comptables,
- la gestion financière, l'analyse budgétaire, financière et de trésorerie,
- la gestion économique, en particulier pour les actions en faveur du développement économique et de l'aide aux entreprises,
- la mise en œuvre des réglementations économiques, budgétaires et financières.

L'article 4 de l'arrêté susmentionné précise que « l'indemnité est calculée par application du tarif ci-après à la moyenne annuelle des dépenses budgétaires des sections de fonctionnement et d'investissement, à l'exception des opérations d'ordre et afférentes aux trois dernières années ».

Son montant est donc actualisé chaque année.

En application de l'arrêté précité, l'indemnité est acquise au comptable pour toute la durée du mandat municipal.

Par ailleurs, une nouvelle délibération doit être prise à l'occasion de l'arrivée d'un nouveau comptable.

Compte tenu de l'arrivée d'un nouveau comptable, Monsieur Olivier GILBERT, en charge de la Trésorerie Municipale de Rosny-sous-Bois depuis le 15 avril 2014, le conseil municipal est sollicité pour lui octroyer une indemnité correspondant à 80% du tarif maximal.

DELIBERATION

Le Conseil municipal,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu l'arrêté interministériel du 16 décembre 1983 fixant les conditions d'attribution de l'indemnité de conseil allouée aux comptables municipaux et notamment, ses articles 2 et 3,

Considérant les prestations de conseil et d'assistance exercées par le comptable municipal de Noisy-le-Sec en matière budgétaire et comptable,

Considérant la lettre de la DGFIP du 7 avril 2014 informant la commune de l'affectation de monsieur Olivier GILBERT en qualité de comptable de la Trésorerie municipale de Rosny-sous-Bois à compter du 15 avril 2014,

Considérant l'avis de la Commission Finances – Développement économique,

DELIBERE

Article 1 :

L'indemnité de conseil est attribuée pour toute la durée du présent mandat à Monsieur Olivier GILBERT receveur municipal conformément à l'arrêté interministériel du 16 décembre 1983.

Article 2 :

Le montant annuel de l'indemnité de conseil est calculée sur la base d'un taux de 80% de la moyenne du montant des opérations budgétaires réelles des années, n-3, n-2, n-1 et sur la durée de sa présence.

Article 3 :

Dit qu'il sera fait face à la dépense au moyen des crédits inscrits au budget principal de la ville pour l'exercice au chapitre 011 "Charges à caractère général" article 6225 "Indemnité au comptable et aux régisseurs".

Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

POUR	34	MAJORITE MUNICIPALE
ABSTENTION	7	GROUPE SOCIALISTE, OLIVIER SARRABEYROUSE, ANNE DEO, CHRISTIANE DEL POZO, PATRICK LASCoux

Monsieur Gilles GARNIER et Madame Pascale LABBE sont absents.

LA DELIBERATION EST ADOPTEE

2014/05-03- DIRECTION DES FINANCES

COMPOSITION DE LA COMMISSION COMMUNALE DES IMPÔTS DIRECTS (C.C.I.D.)

Rapporteur : Madame NICOLE RIVOIRE

L'article 1650 du Code général des impôts prévoit l'institution dans chaque commune d'une commission communale des impôts directs (CCID), présidée par le Maire ou l'adjoint délégué.

Dans les communes de plus de 2 000 habitants, le nombre de commissaires est de 8 (soit une commission composée de 9 membres).

Les commissaires doivent :

- être français,
- avoir au moins 25 ans,
- jouir de leurs droits civils,
- être inscrits sur l'un des rôles d'impôts directs locaux dans la commune,
- être familiarisés avec les circonstances locales, et posséder des connaissances suffisantes pour l'exécution des travaux de la commission.

L'un des commissaires doit être domicilié hors de la commune.

Les huit commissaires, et leurs suppléants en nombre égal, sont désignés par le directeur des services fiscaux sur une liste de contribuables, en nombre double, remplissant les conditions précisées ci-dessus, dressée par le conseil municipal. La liste de présentation établie par le conseil municipal doit donc comporter seize noms pour les commissaires titulaires (dans les communes de plus de 2 000 habitants), et seize noms pour les commissaires suppléants (dans les communes de plus de 2 000 habitants).

La désignation des commissaires intervient dans les deux mois suivant le renouvellement général des conseils municipaux ; à défaut de liste de présentation, ils sont nommés d'office par le directeur des services fiscaux, un mois après la mise en demeure de délibérer adressée au conseil municipal.

La CCID intervient surtout en matière de fiscalité directe locale :

- elle dresse, avec le représentant de l'administration fiscale, la liste des locaux de référence et des locaux types retenus pour déterminer la valeur locative des biens imposables aux impôts directs locaux (articles 1503 et 1504 du CGI), détermine la surface pondérée et établit les tarifs d'évaluation correspondants (article 1503 du CGI), et participe à l'évaluation des propriétés bâties (article 1505 du même code);
- elle participe à l'élaboration des tarifs d'évaluation des propriétés non bâties (article 1510) ;
- elle formule des avis sur des réclamations portant sur une question de fait relative à la taxe d'habitation (article R198-3 du Livre des procédures fiscales).

Afin de mettre à jour les bases d'imposition des taxes locales, les services fiscaux opèrent un suivi permanent des changements relatifs aux propriétés bâties de chaque commune qu'il s'agisse des constructions nouvelles, des démolitions, des additions de construction, des changements d'affectation voire des rénovations conséquentes.

Outre ce rôle d'information de l'administration fiscale en ce qui concerne les changements relatifs aux propriétés bâties et non bâties de la commune, la CCID doit :

- émettre un avis sur les nouvelles valeurs locatives qui lui sont présentées ;
- prendre une décision en ce qui concerne les données révisées proposées par les services.

Il est demandé au Conseil municipal de dresser la liste des 16 commissaires titulaires et des 16 commissaires suppléants.

DELIBERATION

Le Conseil municipal,

Vu l'article 1650 du code général des impôts qui prévoit l'institution dans chaque commune d'une commission communale des impôts directs,

Vu l'article L.2121-32 du code général des collectivités locales relatif à la constitution d'une liste de contribuables susceptibles d'être désignés comme membres de la Commission communale des impôts directs,

Considérant que les commissaires et leurs suppléants en nombre égal, sont désignés par le directeur des services fiscaux sur une liste de contribuables dressée par le conseil municipal,

Considérant que dans les communes de plus de 2 000 habitants, le nombre de commissaires est fixé à 8.

DELIBERE

Article 1 :

Approuve la liste suivante :

Titulaires

Assujetties à la taxe d'habitation

-Michel CARBAJOL
-Samir HAMRANI
-Marie-Arlette MATISSE
-Philippe DE VISSCHER
-Sandrine MATTIUZ
-Nicole PELLETIER
-Grégoire DEUBRAS
-Sylviane LABBE

Assujettis à la taxe foncière

-Michèle MARCASTEL
-André JAOUEN
-Colette THIERRY
-Michel VIGNE

Assujettis à la contribution foncière des entreprises

-Jacques MARCASTEL
-Jean ROBERT EMURALIAN
-Françoise KERHERVE
-Patrice VIVIEN

Suppléants

-Jacqueline CARBAJOL
-Benoît MAURICRACE
-Agnès MEIGNANT
-Hervé BOUSQUET
-Catherine BORDA
-Saadi BOUHADJILA
-Mohammed EL FADLI
-Alain TUBIANA

-François DE JONGH
-Michèle DI VOZZO
-Nicolas HUERTA
-Daniel COMBRUN

-Jacques LE ROY
-Salvatore GALVANO
-Brigitte LABEL
-Alain FONTAINE

Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

UNANIMITE

LA DELIBERATION EST ADOPTEE

2014/05-04- DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DES ASSEMBLEES

CRÉATION DE LA COMMISSION COMMUNALE POUR L'ACCESSIBILITÉ DES PERSONNES HANDICAPÉES

Rapporteur : Madame Axelle ASIK TOKYAY

La loi du 11 février 2005 relative à l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées a pour objectif de permettre une participation effective des personnes handicapées à la vie sociale par une accessibilité généralisée à la vie de la cité, qu'il s'agisse de l'école, des bâtiments, de l'emploi ou encore des loisirs et de la culture.

Dans le cadre de cette démarche, l'article 46 de cette loi prévoit la création d'une commission communale pour l'accessibilité aux personnes handicapées dans les villes de plus de 5 000 habitants. Cette exigence est intégrée à l'article L2143-3 du code général des collectivités territoriales.

Présidée par le Maire ou son représentant, cette commission est composée de membres du Conseil municipal, d'associations d'usagers et d'associations représentant les personnes handicapées.

L'article L2143-3 du code général des collectivités territoriales indique que la liste de ses membres est fixée par arrêté municipal.

Pour mémoire, la commission précédente était composée de :

- Monsieur le Maire ou son représentant, Monsieur Bernard GIRAULT,
- Elisabeth LEFEUVRE
- Karim HAMRANI,
- Patricia BLANCHARD,
- Yveline JEN,
- Jean-Paul BUROT,
- Alda PEREIRA-LEMAITRE

Il est demandé au Conseil municipal de prendre acte de la création de cette commission et des missions qui lui sont dévolues.

DELIBERATION

Le Conseil municipal,

Vu la loi n° 2005-102 du 11 février 2005 portant égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées, qui a modifié l'article L2143-3 du code général des collectivités territoriales,

Considérant l'obligation pour la commune de disposer d'une commission communale pour l'accessibilité aux personnes handicapées composée notamment des représentants de la commune, d'associations d'usagers et d'associations représentant les personnes handicapées,

Considérant la nécessité d'adapter et améliorer l'environnement urbain aux personnes à mobilités réduites,

DELIBERE

Article 1 :

Prend acte de la création de la commission communale pour l'accessibilité des personnes handicapées.

Article 2 :

Indique que ladite commission aura en charge de dresser l'état général de l'accessibilité des bâtiments publics, de la voirie, des espaces publics et des transports sur la Ville et d'organiser un système de recensement de l'offre de logements accessibles aux personnes handicapées.

Article 3 :

Précise qu'un rapport sur l'état de l'accessibilité des personnes handicapées comprenant d'éventuelles propositions d'amélioration sera présenté annuellement au Conseil municipal.

Article 4 :

Indique que les membres de la commission seront désignés par arrêté du Maire, conformément aux dispositions du code général des collectivités territoriales.

Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

UNANIMITE

LA DELIBERATION EST ADOPTEE

DÉSIGNATION DES REPRÉSENTANTS AU SEIN DU SYNDICAT INTERCOMMUNAL DU CENTRE INFORMATIQUE DE MONTREUIL

Rapporteur : Madame Marie-Rose HARENGER

La commune de Noisy-le-Sec est investie dans de nombreux Établissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI). Conformément à l'article L. 2121-33 du code général des collectivités territoriales, le Conseil municipal procède à la désignation des membres siégeant au sein des ces organismes.

Le Syndicat Intercommunal du Centre Informatique de Montreuil est actuellement en cours de dissolution.

Le Préfet a pris le 28 février 2014 un arrêté de restitution des compétences du SICIM aux 7 villes adhérentes. Il s'agit de la première étape du processus de dissolution du SICIM, qui sera suivie d'ici juin 2015 par un arrêté de dissolution. Dans cet intervalle de temps le SICIM garde sa personnalité morale pour les besoins de la dissolution. Ainsi les villes adhérentes doivent désigner deux délégués qui siégeront au comité syndical, conformément aux statuts du syndicat.

Concernant les modalités de désignation des délégués, l'article L. 2121-21 du code général des collectivités territoriales dispose que le vote a lieu au scrutin secret, à moins que les membres du conseil municipal décident à l'unanimité de procéder à un scrutin public, et à la majorité absolue.

Il est donc demandé au Conseil municipal de procéder à la désignation des représentants de la ville qui siégeront au SICIM.

DELIBERATION

Le Conseil municipal,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 2121-21 et L. 2121-33,

Vu les statuts du Syndicat Intercommunal du Centre Informatique de Montreuil,

Vu la séance d'installation du conseil municipal en date du 4 avril 2014,

Vu les délibérations n°2014/04-04-02 et n°2014/04-04-04 en date du 4 avril 2014 portant élection du Maire et des adjoints au Maire,

Considérant qu'il y a lieu de désigner deux représentants du Conseil municipal au sein du Syndicat Intercommunal du Centre Informatique de Montreuil ,

DELIBERE

Article 1 :

Désigne comme représentants du Conseil municipal au Syndicat Intercommunal du Centre Informatique de Montreuil :

- Samira BUYTENDORP
- Pierre LERENARD

Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

POUR	34	MAJORITE MUNICIPALE
ABSTENTION	3	GROUPE SOCIALISTE

GROUPE ROUGE ET VERTE LA GAUCHE ENSEMBLE n'a pas de représentant au SICIM, il ne prend pas part au vote

LA DELIBERATION EST ADOPTEE

APPROBATION DE LA CONVENTION CONSTITUTIVE D'UN GROUPEMENT DE COMMANDE ENTRE LA VILLE DE NOISY-LE-SEC ET LA VILLE DE BOBIGNY - POUR LA REALISATION D'UNE ETUDE RELATIVE AU TRACE ALTERNATIF DU TRAMWAY T1

Rapporteur : Monsieur Olivier DELEU

La Ville de Noisy-le-Sec, par plusieurs délibérations du son Conseil municipal notamment, s'est fermement opposée au passage du tramway par la rue Jean Jaurès, en raison de l'incapacité de cet axe à accueillir cette infrastructure de transport lourde et des répercussions induites en matière de sécurité, de circulation et de nuisances pour les Noiséennes et les Noiséens.

Ainsi, la Ville de Noisy-le-Sec, avant comme après les récentes élections municipales, défend résolument un tracé alternatif par le quartier « Plaine Ouest », nouveau secteur en devenir et véritable pôle de vie à la convergence du centre-ville historique et de la future Base de Plein Air et de Loisirs de la Corniche des Forts.

Cette dernière a proposé à la Ville de Bobigny de s'inscrire dans cette démarche au regard des potentialités de développement urbain existant à l'ouest du territoire balbynien et autour du futur pôle de transports de la Folie, mais également afin d'accompagner la dynamique urbaine déjà en cours sur ce secteur à savoir les projets de rénovation urbaine du quartier Karl Marx, de la ZAC de l'Hôtel de Ville et de la Zac Eco-cité située entre le canal de l'Ourcq et l'ex-RN3.

Ainsi la Ville de Noisy-le-Sec a sollicité le STIF et le Conseil général de la Seine-Saint-Denis à la fin d'année 2012 afin que ces derniers étudient le prolongement à partir de la station Libération à Bobigny. Ce tracé emprunterait la RD27, puis la RD40, reprenant le tracé prévu par le Conseil général à partir de la jonction entre la RD40 (rue du Parc) et la D117 (rue Anatole France). La ligne existante entre la station Liberté et la gare de Noisy-le-Sec serait maintenue en tant que fourche du T1.

Aucune réponse favorable n'ayant été formulée par les maîtres d'ouvrage, les villes de Noisy-le-Sec et de Bobigny ont décidé d'envisager une première étude sur ce tracé alternatif qui est un important vecteur d'aménagement et de requalification urbaine des quartiers traversés par la D27 et la D40.

Afin de mettre en avant le potentiel de développement que représente le tracé alternatif du T1, il sera demandé pour les deux villes les missions de prestations intellectuelles suivantes :

A partir du tracé potentiel du tramway, une estimation sommaire des perspectives de densification le long du T1, entre la station Libération et la fin de la D40 (croisement avec la rue Anatole France au sud). Cette estimation pourra s'appuyer sur le travail déjà effectué dans le cadre de l'étude d'aménagement du quartier Plaine Ouest ; du projet de transformation du centre-ville de Bobigny, de l'étude urbaine en cours sur le quartier de la Folie et du projet de mutation de la bande canal-RN3 à Bobigny.

Les conclusions de l'étude montreront les avantages et inconvénients du tracé alternatif par le carrefour de la folie et l'ouest noiséen pour les villes de Bobigny et Noisy-le-Sec ;

Le bureau d'études sélectionné réalisera une modélisation 3D de ce tracé alternatif en illustrant également les logements qui seraient construits aux abords. Les perspectives réalisées devront permettre d'appréhender les potentialités induites en matière de mise en œuvre du projet urbain, de qualification du cadre de vie et en particulier des espaces publics produits à l'occasion de l'arrivée de ce nouveau mode de transport, de production de nouveaux lieux de vie intégrant la production de nouveaux logements, d'ambiance urbaine issue de ces aménagements. L'une des perspectives réalisées insistera sur le carrefour de la Folie (croisement ex-RN3 et D40), afin de montrer le futur pôle multimodal qu'il pourrait être.

Le bureau d'études sélectionné devra aussi tenir compte du gabarit des voies existantes pour l'insertion du tramway et des différents ouvrages existants. Il devra à cet égard alerter les maîtres d'ouvrage sur les points de difficultés techniques liés à l'insertion d'un T1 sur ce secteur.

Le bureau d'études sélectionné détaillera la nature et les références de l'équipe qu'il compte affecter à l'étude, ainsi que les matériels, logiciels de modélisation. Les compétences suivantes devront être représentées :

- analyse foncière et programmation

- architecture, urbanisme

Des exemples de perspectives 3D réalisées devront être jointes à l'offre, pour évaluer les qualités graphiques des bureaux d'études.

Ainsi, il convient de constituer un groupement de commande entre les villes de Bobigny et de Noisy-le-Sec afin de passer ce marché. A cette fin, une convention constitutive d'un groupement de commande en application de l'article 8 du code des marchés publics, entre les deux villes, est proposée.

Il est demandé au Conseil Municipal d'approuver les termes de la convention et autoriser le Maire ou son représentant à signer la convention ainsi que toutes pièces s'y rapportant.

Projet de convention en annexe 2 :

<http://extranet.noisyselec.fr/upload/e193779973ee9b607c7630260684fb66.zip>

DELIBERATION

Le Conseil municipal,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code des marchés publics et notamment son article 8,

Vu le budget communal,

Considérant la nécessité de promouvoir un tracé alternatif du tramway T1 par le quartier Plaine Ouest, nouveau secteur en devenir et véritable pôle de vie à la convergence du centre-ville historique et de la future Base de Plein Air et de Loisirs et par le carrefour de la Folie, futur pôle majeur de transports publics avec la Tangentielle nord, le T-Zen et la ligne 5 du métro,

Considérant l'intérêt de la ville de BOBIGNY pour le passage du tramway T1 par la RD40 au regard des potentialités de développement urbain qui y existent, mais également afin d'accompagner la dynamique urbaine déjà en cours sur ce secteur à savoir les projets de rénovation urbaine de la cité Karl Marx et de la Zac Eco-cité sur le long du canal de l'Ourcq,

Considérant la nécessité de former un groupement de commandes avec la ville de BOBIGNY pour la conclusion d'un marché public de prestations intellectuelles afin de réaliser une esquisse sur ce tracé alternatif, ainsi que les perspectives d'aménagement correspondantes,

Considérant la volonté de la Municipalité de procéder aux opérations de rénovation et de requalification urbaine des quartiers traversés par la D27 et la D40,

DELIBERE

Article 1 :

Approuve la convention constitutive du groupement de commande pour la réalisation d'une étude urbaine relative au tracé alternatif du Tramway¹ par le quartier Plaine Ouest avec la ville de BOBIGNY.

Article 2:

Autorise Monsieur le Maire ou son représentant à prendre toute mesure d'exécution de la présente délibération concernant le groupement de commande

Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

POUR	34	MAJORITE MUNICIPALE
CONTRE	9	GROUPE SOCIALISTE, GROUPE ROUGE ET VERTE LA GAUCHE ENSEMBLE

LA DELIBERATION EST ADOPTEE

2014/05-07- DIRECTION DES ACHATS ET DES MARCHES PUBLICS

AVENANT N°1 A LA CONVENTION DE MANDAT RELATIVE A L'OPÉRATION DE TRAVAUX : CONSTRUCTION D'UN CONSERVATOIRE DE MUSIQUE ET DE DANSE

Rapporteur : Madame Marie-Rose HARENGER

Le 19 avril 2012 la Ville de Noisy-le-Sec et la Communauté d'agglomération Est Ensemble ont conclu une convention de mandat portant sur l'opération de travaux « Conservatoire de musique et de danse ». En juillet et octobre 2013, les lots relatifs aux travaux de construction du Conservatoire ont été attribués par la communauté d'agglomération Est Ensemble.

Le suivi de l'opération est assuré conjointement par la communauté d'agglomération et la Ville. En vertu de la convention de mandat, le Président de la Communauté d'agglomération signe toutes les pièces contractuelles et les actes qui ont une incidence financière sur l'opération. Le Maire de Noisy-le-Sec est, quant à lui, habilité à signer tous actes relatifs à l'exécution technique du marché.

Pour faciliter le suivi technique de l'opération et améliorer la réactivité des services de la Ville vis-à-vis des entreprises intervenant sur l'opération, il est proposé, suite à l'accord de la communauté d'agglomération Est Ensemble, de déléguer la signature des actes relatifs à l'exécution technique du marché au Directeur général des services, à un Directeur général adjoint ou encore à la Directrice des Bâtiments la signature des actes relatifs à l'exécution technique du marché.

Aussi convient-il de passer un avenant à la convention de mandat pour donner la possibilité au Maire de prendre des arrêtés de délégation correspondants.

Il est demandé au Conseil municipal d'approuver les termes de l'avenant à la convention pour l'opération de travaux « Conservatoire de musique et de danse » et autoriser le Maire ou son représentant à signer ledit avenant.

Projet d'avenant en annexe 3 :

<http://extranet.noisylesec.fr/upload/e193779973ee9b607c7630260684fb66.zip>

DELIBERATION

Le Conseil municipal,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L2121-29,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L 1321-1 et suivants,

Vu l'arrêté préfectoral n°09-3597 du 22 décembre 2009 portant création de la Communauté d'agglomération,

Vu la délibération n° 2012-03-27-07 du Conseil communautaire du 27 mars 2012 relative à la convention de mandat de maîtrise d'ouvrage au bénéfice de la ville de Noisy-le-Sec pour l'opération de travaux « Conservatoire de musique et de danse » à Noisy-le-Sec,

Vu la délibération n° 2013-10-08-29 du Conseil communautaire du 8 octobre 2013 relative aux avenants aux conventions de mandat de maîtrise d'ouvrage conclues avec les communes membres pour la réalisation d'opérations de travaux,

Vu les statuts de la Communauté d'agglomération Est Ensemble,

Considérant que la convention de mandat de maîtrise d'ouvrage susvisée prévoit que seul le Maire est autorisé à engager le mandataire ;

Considérant la nécessité d'améliorer de la réactivité de l'administration dans l'exécution et le suivi des opérations de travaux de construction du Conservatoire de musique et de danse, il convient d'autoriser le Maire à donner délégation de signature au Directeur général des services, à un Directeur Général Adjoint et à la Directrice des Bâtiments en vertu de l'avenant n°1 à la convention de mandat;

DELIBERE

Article 1:

Approuve la conclusion de l'avenant n°1 de la convention de mandat pour l'opération de travaux « Conservatoire de musique et de danse »,

Article 2 :

Autorise Monsieur le Maire ou son représentant à signer l'avenant n°1 de la convention de mandat de travaux « Conservatoire de musique et de danse ».

Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

POUR	39	MAJORITE MUNICIPALE, OLIVIER SARRABEYROUSE, CHRISTIANE DEL POZO, ANNE DEO, PATRICK LASCOUX, PASCALE LABBE
ABSTENTION	4	GROUPE SOCIALISTE, GILLES GARNIER

LA DELIBERATION EST ADOPTEE

2014/05-08- DIRECTION DE L'AMENAGEMENT ET DE L'URBANISME

INSTAURATION D'UN PÉRIMÈTRE D'ÉTUDE SUR L'ILOT "FREPILLON"

Rapporteur : Madame Yveline JEN

Les études menées lors de l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme ont mis en évidence la nécessité d'intervenir sur les abords des grands axes afin de recréer des fronts urbains cohérents et de participer ainsi à la requalification de ces voies structurantes.

Ainsi, le secteur situé à l'intersection de la rue Vaillant Couturier et de la rue Anatole France (prolongement de la rue Jaurès) a été identifié comme stratégique en terme de redynamisation urbaine et commerciale et de développement de liaisons douces.

Plusieurs projets sont d'ores et déjà prévus aux abords de ces axes. Plus précisément, sur ce secteur, la Ville a approuvé la cession de terrains communaux d'une superficie d'environ 4.400 m² situés entre la rue Anatole France et la rue Frépillon, au profit de l'opérateur Nacarat. L'opération projetée consiste en la construction de 70 logements en accession libre et sociale (PSLA), ainsi qu'un équipement de proximité en rez-de-chaussée. Ce projet s'articule autour de la création d'un cœur d'îlot paysager, afin de conserver l'esprit du site.

Dans ce cadre, la Ville a engagé des réflexions plus précises au nord de cet îlot délimité par les rues Anatole France et Frépillon et la place Jean d'Arc. Ces études ont été accompagnées d'une action foncière via l'exercice du droit de préemption sur un immeuble situé 5 rue Anatole France, ainsi que sur un lot de copropriété situé 7 rue Anatole France. Des échanges ont également été initiés sur un bien sis 4 rue Frépillon.

Aussi, afin de préserver la faisabilité d'une opération, nécessitant au préalable un remembrement minimal afin de constituer une échelle de projet plus cohérente, il convient de prendre en considération les réflexions menées par la Ville en vue de définir plus précisément une opération d'aménagement au sens de l'article L. 300-1 du Code de l'Urbanisme.

Cette réflexion permettra de poursuivre les orientations définies dans le Projet d'Aménagement et de Développement Durables, et notamment de :

- répondre au besoin en logements afin de faire face à la pénurie de logements (objectif de 250 logements/an),
- encourager une mixité des fonctions,
- requalifier et/ ou impulser la réhabilitation de l'habitat privé dégradé, et encourager la valorisation de l'habitat privé,
- assurer un développement urbain et architectural mesuré en favorisant la diversité urbaine,
- renforcer le linéaire commercial existant, en lien avec la réalisation de programmes immobiliers neufs,
- requalifier les espaces publics aux lieux stratégiques, en l'espèce à proximité de la centralité culturelle et administrative noiséenne.

Il est donc aujourd'hui proposé au Conseil Municipal d'acter la mise en œuvre d'un périmètre d'étude sur les emprises délimitées par le plan joint au présent projet de délibération.

Les études devront permettre à la Municipalité d'arbitrer sur l'opportunité et les modalités de mise en œuvre d'une opération d'aménagement au sens de l'article L.300-1 du Code de l'Urbanisme et sur le choix de l'outil opérationnel adéquat, dont les objectifs principaux seront les suivants :

- identifier le niveau d'intervention foncière en ciblant, d'une part, les secteurs nécessitant une requalification, et d'autre part, les secteurs devant davantage faire l'objet d'une revalorisation du bâti,

- participer à la création de nouveaux logements de qualité,
- développer un front urbain cohérent le long de la rue Anatole France, axe structurant,
- renforcer l'activité commerciale sur la rue Anatole France.

Parallèlement à cette démarche, Monsieur le Maire ou son représentant, dans le cadre de ses prérogatives d'instruction, sera invité à surseoir à statuer aux demandes d'autorisations au titre du Code de l'Urbanisme susceptibles de compromettre ou de rendre plus onéreuse la future réalisation d'un tel projet d'aménagement.

En outre, et par délégation du Conseil Municipal, conformément aux dispositions combinées de l'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales et de la délibération du Conseil Municipal en date du 14 avril 2014, Monsieur le Maire ou son délégataire poursuivra l'action foncière déjà engagée en exerçant au gré des opportunités et en fonction de l'intérêt des propriétés concernées, l'exercice du Droit de Préemption Urbain.

Il est donc demandé au Conseil Municipal d'approuver le périmètre d'étude sur l'îlot « Frépillon » dont la délimitation est précisée sur le plan annexé à la présente délibération.

Annexe 4 : <http://extranet.noisyselec.fr/upload/e193779973ee9b607c7630260684fb66.zip>



DELIBERATION

Le Conseil municipal,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de l'urbanisme et notamment l'article L.111-10,

Vu la délibération en date du 15 novembre 2012, approuvant le Plan Local d'Urbanisme de la ville de Noisy-le-Sec,

Considérant la volonté de la ville, reprise dans le Projet d'Aménagement et de Développement Durable, de favoriser une densification maîtrisée à proximité des axes structurants, afin notamment de participer à leur redynamisation,

Considérant la situation stratégique de l'ilot, au croisement de deux axes structurants que sont les rues Vaillant Couturier et Anatole France,

Considérant les réflexions menées par la ville sur ce secteur,

Considérant la nécessité d'engager une étude à l'échelle de l'ilot afin de constituer un périmètre cohérent, nécessitant un remembrement minimal, en vue de la mise en œuvre d'un projet urbain,

Considérant ainsi la nécessité pour la commune de se donner les moyens, par le biais du sursis à statuer, de s'opposer à toute construction ou installation risquant de compromettre ou de rendre plus onéreuse la réalisation des projets d'aménagement projetés,

DELIBERE

Article 1 :

Décide de prendre en considération la délimitation du périmètre d'étude figurant sur le plan annexé à la présente délibération.

Article 2 :

Décide qu'il peut être prononcé sur ce périmètre un sursis à statuer sur les demandes d'autorisation de travaux, constructions ou installations à l'intérieur du périmètre ci-dessus défini, conformément à l'article L. 111-10 du code de l'urbanisme.

Article 3 :

Le présent périmètre sera annexé au Plan Local d'Urbanisme.

Article 4 :

En application de l'article R. 111-47 du code de l'urbanisme la présente délibération sera affichée en Mairie pendant 1 mois, et mention de cet affichage sera insérée dans un journal diffusé dans le département.

Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

POUR	34	MAJORITE MUNICIPALE
ABSTENTION	9	GROUPE ROUGE ET VERTE LA GAUCHE ENSEMBLE GROUPE SOCIALISTE

LA DELIBERATION EST ADOPTEE

2014/05-09- DIRECTION DES AFFAIRES CULTURELLES

MEDIATHEQUE - DEUXIEME PHASE DU PROJET MULTIMEDIA DE LA MEDIATHEQUE, DEVELOPPEMENT DE SON PARC INFORMATIQUE ET DE SON EQUIPEMENT NUMERIQUE.

Rapporteur : Monsieur Jean THARY

En 2013, la médiathèque a initié un programme de renouvellement de son parc informatique et de développement de son offre numérique sur deux ans. Ce projet a reçu le soutien financier de la DRAC Ile de France.

La première phase en 2013 consistait à acquérir 44 postes pour renouveler le parc informatique professionnel et public largement obsolète. En 2014, nous mettons en oeuvre la seconde phase de ce projet qui permettra de proposer aux usagers des ordinateurs en libre service et des supports de lecture numérique.

Cette deuxième phase permettra de :

- développer l'offre numérique par la mise en place de nouveaux outils sur le site internet, la constitution d'une collection numérique et l'acquisition de liseuses et de tablettes,
- développer l'accès à Internet par la mise en place de 10 postes de consultation Internet dans tout l'établissement avec un accès moins contraignant (5 heures hebdomadaire fractionnables sans inscription préalable).

Afin de poursuivre son projet multimédia, la médiathèque souhaite poursuivre le renouvellement et développement du parc informatique existant (10 postes), et le compléter par des tablettes et des liseuses (12).

La DRAC Ile-de-France, dans le cadre de la dotation générale de décentralisation et le concours particulier pour les bibliothèques municipales subventionne les projets d'informatisation à 30% du coût hors taxe et les acquisitions d'équipements numériques à 50% du coût hors taxe.

Il est demandé au Conseil municipal d'approuver la deuxième phase du projet multimédia de la médiathèque, développement de son parc informatique et de son équipement numérique.

DELIBERATION

Le Conseil municipal,

Considérant que l'accès à Internet et aux nouveaux outils numériques doit être développé au sein de la médiathèque,

Considérant l'aide accordée par la DRAC pour les projets d'informatisation et/ou multimédia et les acquisitions d'équipements numériques, dans le cadre de la dotation générale de décentralisation et le concours particulier pour les bibliothèques municipales,

DELIBERE

Article 1:

Le Conseil municipal autorise Monsieur Le Maire à solliciter une subvention auprès de la DRAC pour le développement du parc informatique (10 postes) de la médiathèque et l'acquisition de tablettes et de liseuses (12 unités).

Article 2 :

Le projet sera réalisé en 2014.

		Total HT	Total TTC	Subvention DRAC	Ville HT	Ville TTC
BP 2014	Renouvellement du parc informatique (tranche 2 : 10 postes)	5594,50 €	6713,40 €	30 % du montant HT = 1678,35 €	3916,15 €	4699,38 €
BP 2014	Equipement numériques (12 unités)	3329,65 €	3995,58 €	50 % du montant HT = 1664,82 €	1664,83 €	1997,80 €
		8924,15 €	10708,98 €	3259,35 €	5580,98 €	6697,18 €

Article 3 :

Dit que les crédits nécessaires au financement de cette opération sont inscrits au budget 2014 de la Ville.

Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

UNANIMITE

LA DELIBERATION EST ADOPTEE

2014/05-10- DIRECTION DE LA COHESION SOCIALE

DEMANDE DE SUBVENTION AU TITRE DU FIPD POUR L'INTERCONNEXION DU SYSTEME DE VIDEO-PROTECTION URBAINE DE LA VILLE DE NOISY-LE-SEC VERS LE PLAN DE VIDEO-PROTECTION POUR PARIS (P.V.P.P.)

Rapporteur : Monsieur Laurent RIVOIRE

Dans le cadre du plan national d'équipement de vidéo-protection, la préfecture de police de Paris a mis en place un système de vidéo-protection de voie publique sur la ville de Paris : le Plan de vidéo-protection pour Paris (P.V.P.P.).

L'architecture du réseau a permis de fédérer différents systèmes de vidéo-protection partenaires (SNCF, RATP) et de sociétés privées (grands magasins, grands musées, etc.) vers la Préfecture de Police. Ces interconnexions sont particulièrement utiles pour les besoins d'investigation et de sécurité, et afin de renforcer la capacité opérationnelle des services de police.

Les objectifs de l'État sont aujourd'hui d'étendre le plan de vidéo-protection parisien aux villes des départements de la petite couronne qui dépendent du Préfet de police de Paris.

La ville de Noisy-le-Sec déploie, depuis fin 2013, un dispositif de vidéo-protection relié au poste de police municipale et au commissariat de police nationale local (sur les heures de fermeture de la police municipale) qui s'inscrit dans le projet global de prévention et de sécurité de la commune.

Dans le cadre du P.V.P.P., la ville de Noisy-le-Sec souhaite procéder à l'interconnexion de son système de vidéo-protection urbaine par la mise en place d'une liaison vers la Direction Territoriale de la Sécurité de Proximité de Seine-Saint-Denis (D.T.S.P. 93) reliée au P.V.P.P.

Le renvoi des images permettra à la D.T.S.P. de visionner et de prendre le contrôle sur les caméras en cas d'événement majeur et ainsi, d'augmenter l'efficacité et la réactivité des effectifs de police sur le terrain. Les travaux de raccordement pourraient démarrer en fin d'année 2014.

L'État subventionne les projets destinés à favoriser le développement des politiques locales de prévention de la délinquance au moyen du Fonds Interministériel de Prévention de la Délinquance (F.I.P.D.). La préfecture de Seine-Saint-Denis a publié en février 2014 un appel à projet F.I.P.D. qui permet un financement en investissement des projets de vidéo-protection urbaine. Les raccordements aux services de police sont financés à hauteur de 100 %.

La présente délibération a pour objet d'autoriser le Maire à solliciter une subvention auprès de la Préfecture de Seine-Saint-Denis au titre de l'appel à projets 2014 du FIPD pour créer cette interconnexion du système de vidéo-protection urbaine de la ville de Noisy-le-Sec à la D.T.S.P. 93. La société SNC Lavallin qui accompagne actuellement la ville sur le déploiement de son système de vidéo-protection l'assistera dans cette démarche.

Par ailleurs, une convention partenariale avec la préfecture de Police sera signée avec la D.T.S.P. 93 (modalités de transmission, d'exploitation du dispositif etc.). Le comité d'éthique de la vidéo-protection mis en place à Noisy-le-Sec en 2013 pourra apprécier de la conformité du raccordement aux textes fondamentaux protecteurs des libertés publiques et privées, et à la Charte d'éthique de la vidéo-protection qui sera adoptée par la ville en 2014.

Pour permettre la mise en place de ce projet, il est demandé au Conseil municipal d'autoriser Monsieur le Maire à :

- présenter un dossier de demande de subvention à la Préfecture de Seine-Saint-Denis pour un montant de 128 620,00 € HT (cent vingt-huit mille six cent vingt euros HT) dans le cadre de l'appel à projet du « Fonds Interministériel de Prévention de la Délinquance » (FIPD) de l'année 2014,
- signer la convention afférente dès confirmation sur les montants alloués à ce titre à la Ville.

DELIBERATION

Le Conseil municipal,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu la loi du 5 mars 2007, relative à la prévention de la délinquance et créant le Fonds Interministériel de Prévention de la Délinquance (F.I.P.D.) au sein de l'Agence nationale pour la cohésion sociale et l'égalité des chances (ACSé),

Vu la circulaire en date du 10 février 2014 du Préfet de la Seine-Saint-Denis appelant à projets pour solliciter une subvention au titre du Fonds Interministériel de Prévention de la Délinquance (F.I.P.D.) de 2014 pour le financement de projets de vidéo-protection urbaine,

Vu le budget de la ville de Noisy-le-Sec,

Considérant le souhait de la ville de Noisy-le-Sec de poursuivre de déploiement de la vidéo-protection urbaine dans le cadre de sa politique de tranquillité publique,

Considérant qu'il y a lieu de solliciter auprès du Fonds Interministériel de Prévention de la Délinquance, une subvention pour le financement de l'interconnexion du système de vidéo-protection urbaine de la ville de Noisy-le-Sec vers le Plan de Vidéo-protection Pour Paris (P.V.P.P.) par la mise en place d'une liaison vers la Direction Territoriale de la Sécurité de Proximité de Seine-Saint-Denis (D.T.S.P. 93),

DELIBERE

Article 1 :

Autorise Monsieur le Maire à déposer, au titre de l'appel à projet du FIPD 2014, une demande de subvention d'un montant de 128 620 € HT (cent vingt-huit mille six cent vingt euros HT) auprès de la Préfecture de Seine-Saint-Denis pour le financement de l'interconnexion du système de vidéo-protection urbaine vers le P.V.P.P.

Article 2 :

Autorise Monsieur le Maire à signer les conventions afférentes à la demande de subvention et nécessaire au versement de la subvention.

Article 3 :

Les recettes sont inscrites au Budget 2014 de la ville.

Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

POUR	34	MAJORITE MUNICIPALE
ABSTENTION	3	GROUPE SOCIALISTE
CONTRE	6	GROUPE ROUGE ET VERTE LA GAUCHE ENSEMBLE

LA DELIBERATION EST ADOPTEE

COMPOSITION DU COMITE D'ETHIQUE ATTACHE AU DISPOSITIF DE VIDEO-PROTECTION

Rapporteur : Monsieur Laurent RIVOIRE

Dans le cadre de la politique engagée en matière de tranquillité publique, la Ville de Noisy-le-Sec a mis en place un système de vidéo-protection urbaine sur l'espace public et dans certains bâtiments communaux.

Par délibération n°2013/06-32 du 26 juin 2013, le conseil municipal a décidé, sur le fondement de l'article L.2143-2 du code général des collectivités territoriales, de mettre en place un comité d'éthique constitué d'élus, d'experts et de représentants des citoyens, afin de renforcer la transparence du dispositif et de garantir la neutralité et le contrôle sur le fonctionnement du système.

Le Conseil municipal est invité à approuver le renouvellement de ce comité constitué de la manière suivante :

Présidence : Le comité est présidé par le maire ou le représentant qu'il désigne au sein du Conseil Municipal.

1er collège : élus

- Six élus de la majorité
- Un élu de l'opposition

2ème collège : personnes qualifiées (reconnus pour leurs compétence en droit, en matière de sécurité publique, en vidéo-protection ...) :

- Le Bâtonnier de l'ordre des avocats de Seine-Saint-Denis ou son représentant,
- Le Directeur Territorial de la sécurité publique de Seine-Saint-Denis ou son représentant,
- Le Commandant de Police du Commissariat de Noisy-le-Sec,
- Un représentant de la société SNC Lavallin en qualité d'assistant à maîtrise d'ouvrage de la Ville de Noisy-le-Sec sur la vidéo-protection.

3ème collège : autres représentants

- Le délégué du Défenseur des droits en Seine-Saint-Denis ou son représentant,
- Le Président de la Chambre des métiers et de l'artisanat ou son représentant.

Assistent au comité d'éthique à titre consultatif:

- Le Directeur Général des Services,
- Le Directeur Général Adjoint des Services à la Population,
- Le Directeur de la Sécurité et de la Prévention,
- Le Directeur de la Cohésion Sociale.

Les membres du comité d'éthique sont soumis pendant l'exercice de leurs missions au strict respect de la confidentialité attachée à leur fonction et au fonctionnement du système.

Ce comité se réunit au moins une fois par an et à la demande du président, de son représentant ou d'au moins la moitié de ses membres chaque fois que l'intérêt du comité l'exige. Il a toute latitude pour convoquer des personnes qualifiées dans le cadre de ses travaux.

DELIBERATION

Le Conseil municipal,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.2121-21 et L.2143-2,

Vu la délibération n°2013/06-32 du 26 juin 2013 portant création d'un comité d'éthique associé au dispositif de vidéo-protection,

Vu la séance du 4 avril 2014 portant installation du conseil municipal,

Considérant la nécessité de renouveler la composition du comité d'éthique associé au dispositif de vidéo-protection,

DELIBERE

Article 1er :

Approuve la composition du comité d'éthique suivante :

Présidence : Le maire ou le représentant qu'il désigne au sein du Conseil Municipal.

1er collège: élus

- Six élus de la majorité
 - Dulcinée AVRIL
 - Dref MENDACI
 - Nicole RIVOIRE
 - Saïd YAHIA-CHERIF
 - Yveline JEN
 - Bernard GIRAULT
- Un élu de l'opposition
 - Jean-Paul LEFEBVRE

2ème collège : personnes qualifiées (reconnus pour leurs compétence en droit, en matière de sécurité publique, en vidéo-protection ...) :

- Le Bâtonnier de l'ordre des avocats de Seine-Saint-Denis ou son représentant,
- Le Directeur Territorial de la sécurité publique de Seine-Saint-Denis ou son représentant,
- Le Commandant de Police du Commissariat de Noisy-le-Sec,
- Un représentant de la société SNC Lavallin en qualité d'assistant à maîtrise d'ouvrage de la Ville de Noisy-le-Sec sur la vidéo-protection.

3ème collège : autres représentants

- Le délégué du Défenseur des droits en Seine-Saint-Denis ou son représentant,
- Le Président de la Chambre des métiers et de l'artisanat ou son représentant.

Assistent au comité d'éthique à titre consultatif:

- Le Directeur Général des Services,
- Le Directeur Général Adjoint des Services à la Population,
- Le Directeur de la Sécurité et de la Prévention,

- Le Directeur de la Cohésion Sociale.

Article 2 :

Les membres du comité d'éthique sont soumis pendant l'exercice de leurs missions au strict respect de la confidentialité attachée à leur fonction et au fonctionnement du système.

Ce comité se réunit au moins une fois par an et à la demande du président délégué ou d'au moins la moitié de ses membres chaque fois que l'intérêt du comité l'exige. Il a toute latitude pour convoquer des personnes qualifiées dans le cadre de ses travaux.

Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

POUR	39	MAJORITE MUNICIPALE, GROUPE SOCIALISTE, OLIVIER SARRABEYROUSE, CHRISTIANE DEL POZO
ABSTENTION	4	GILLES GARNIER, PASCALE LABBE, ANNE DEO, PATRICK LASCoux

LA DELIBERATION EST ADOPTEE

DEMANDE DE SUBVENTION FAITE AU TITRE DE LA CONVENTION ANIMATION SOCIALE DES QUARTIERS AUPRES DE LA REGION ILE-DE-FRANCE

Rapporteur : Madame Elisabeth LEFEUVRE

La Région Ile-de-France, partenaire des communes, cofinance les actions dans le domaine de la politique de la ville.

Par délibération en date du 26 juin 2008, elle a décidé du principe d'une contractualisation pluriannuelle avec les collectivités en s'appuyant sur des critères statistiques pour déterminer le montant des enveloppes, à savoir le classement des ZUS et le nombre d'habitants recensés dans les ZUS.

La Région a contractualisé avec la ville de Noisy-le-Sec pour l'attribution d'une enveloppe financière annuelle de 15 870,00 € pour financer une partie des actions conduites sur les quartiers prioritaires.

Afin de bénéficier de ces financements, la délibération qui vous est proposée, autorise Monsieur le Maire à présenter au titre de la programmation 2014 le dossier « Formation sociolinguistique et accompagnement à l'autonomie sociale », action conduite par la Ville pour un soutien financier à hauteur de 15 870 € et à signer l'avenant à la convention Animation Sociale des Quartiers afférente à la présente programmation qui sera transmis par le Conseil régional.

Cette action vise un public résidant dans des quartiers prioritaires et fait partie intégrante des actions impulsées dans le cadre de la politique de la ville.

La lutte contre l'exclusion des populations étrangères passe par la pratique de la langue du pays d'accueil et s'avère le moyen le plus efficace pour leur intégration. Les Ateliers de Savoirs Sociolinguistiques (ASL) sont des actions de proximité, destinées prioritairement aux femmes, dont l'objectif principal est de favoriser l'autonomie sociale et professionnelle des personnes nouvellement arrivées en France.

La Ville anime également au travers de cette action avec l'ensemble des acteurs de la formation sociolinguistique sur le territoire noiséen des temps de rencontre et d'échanges de pratique afin de renforcer l'accompagnement des apprenants.

Annexes 5 et 6 : <http://extranet.noisylesec.fr/upload/e193779973ee9b607c7630260684fb66.zip>

DELIBERATION

Le Conseil municipal,

Vu l'article L 2121-29 du code général des collectivités territoriales,

Vu le budget de la ville de Noisy-le-Sec,

Vu la délibération de la Région Ile-de-France n° CR 30-07 du 13 mars 2007 modifiée par la délibération n° CR 71-08 du 26 juin 2008 n° CR 99-09, par laquelle la Région fixe les modalités de son intervention au titre de la politique de la ville dans son volet animation sociale des quartiers,

Vu la convention pour l'animation sociale des quartiers n° CR 71-08 du 26 juin 2008 prorogée par avenant,

DELIBERE

Article 1 :

Autorise Monsieur le Maire à présenter à la Région Ile-de-France une programmation annuelle de demandes d'aides financières au titre de l'animation sociale des quartiers pour un montant de 15 870 €.

Article 2 :

Autorise Monsieur le Maire ou son représentant à signer l'avenant à la Convention Animation Sociale des Quartiers, attribuant pour 2014 l'enveloppe de la Région Ile-de-France au projet suivant :

- Formation sociolinguistique et accompagnement à l'autonomie sociale.

Article 3 :

Dit que les recettes sont inscrites au Budget 2014 de la ville, imputation 7472.

Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

UNANIMITE

LA DELIBERATION EST ADOPTEE

2014/05-13- DIRECTION DES AFFAIRES CULTURELLES

DESIGNATION DES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA REGIE PERSONNALISEE AUTONOME THEATRE DES BERGERIES

Rapporteur : Monsieur Jean THARY

Par délibération n°2011/12.018 du 15 décembre 2011, le conseil municipal a décidé la création d'une régie dotée de la personnalité morale et de l'autonomie financière pour la gestion et l'exploitation du Théâtre des Bergeries.

Aux termes des articles L. 2221-10 et R. 2221-5 du code général des collectivités territoriales (CGCT), la régie personnalisée est administrée par un conseil d'administration et un directeur désigné par délibération du conseil municipal sur proposition du maire.

Conformément à l'article 5 des statuts de la régie du Théâtre des Bergeries, le conseil d'administration est composé de 9 membres, sans suppléants :

- 6 membres du conseil municipal,
- 3 personnalités qualifiées issues du monde culturel ou associatif.

Les membres du conseil d'administration sont désignés pour la durée de la mandature du conseil municipal. Il peut être mis fin à leurs fonctions dans les conditions prévues à l'article R.2221-5 du CGCT. Tous doivent jouir de leurs droits civils et politiques (article R. 2221-7 du même code).

Il est précisé que les agents de la ville de Noisy-le-Sec ne peuvent être membres du conseil d'administration de la régie.

Il est demandé au conseil municipal de désigner les membres du conseil d'administration et le directeur de la régie.

Cette désignation est effectuée au scrutin secret, sauf si le conseil municipal décide, à l'unanimité, d'y renoncer.

DELIBERATION

Le Conseil municipal,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L 2121-21, L. 2221-10 et R. 2221-5,

Vu la délibération n°2011/12-017 du 15 décembre 2011 décidant la création d'une régie dotée de l'autonomie financière et de la personnalité morale pour la gestion et l'exploitation du Théâtre des Bergeries,

Vu les statuts de la régie,

Considérant les propositions de Monsieur le Maire,

DELIBERE

Article 1 :

Désigne pour exercer les fonctions de membres du conseil d'administration de la régie du Théâtre des Bergeries :

6 membres du conseil municipal, dont :

5 membres de la majorité :

- Laurent RIVOIRE
- Jean THARY
- Yveline JEN
- Marie-Rose HARENGER
- Dref MENDACI

1 membre de l'opposition :
-Anne DEO

3 personnalités qualifiées :
- Emmanuel MERCIER
- Elisabeth LAMARCK
- Josette BARBIER

Article 2 :

Désigne pour exercer les fonctions de directeur de la régie du Théâtre des Bergeries :

- Monique BERGER-MARCEAU

Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

UNANIMITE

LA DELIBERATION EST ADOPTEE

2014/05-14- DIRECTION DES AFFAIRES CULTURELLES

LA GALERIE, SUBVENTION 2014 DE LA DRAC ÎLE-DE-FRANCE (66 000 €)

Rapporteur : Monsieur Jean THARY

La Galerie, Centre d'art contemporain, offre aujourd'hui aux différents publics une programmation très diversifiée et basée sur l'art comme expérience sensible et réflexion de notre rapport au monde.

Chaque année, elle conçoit et réalise quatre expositions (individuelles et collectives), une exposition pédagogique ainsi que deux résidences, l'une à destination d'un artiste, l'autre d'un commissaire d'exposition étranger. Les résidences et les expositions permettent de découvrir des œuvres inédites d'artistes internationalement reconnus aux côtés du travail d'artistes émergents.

Accompagnant au quotidien les artistes français par la production de nouvelles œuvres et des résidences, La Galerie participe aussi à l'ouverture de la scène artistique française à l'international par l'édition d'un journal bilingue gratuit pour chaque exposition.

Il est demandé au Conseil municipal :

d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à solliciter une subvention annuelle de 66 000 € auprès de la Direction Régionale des Affaires Culturelles d'Île de France pour La Galerie dans le cadre de son soutien aux centres d'art conventionnés pour l'année 2014.

DELIBERATION

Le Conseil municipal,

Vu l'article L 2321-2 alinéa 2 du code général des collectivités territoriales,

Considérant que la qualité et la pertinence des actions conduites par La Galerie, Centre d'art contemporain, permettent un partenariat renouvelé entre la commune de Noisy-le-Sec et la Direction Régionale des Affaires Culturelles d'Île de France,

DELIBERE

Article 1 :

Autorise Monsieur le Maire ou son représentant à solliciter une subvention annuelle de 66 000 € auprès de la Direction Régionale des Affaires Culturelles d'Île-de-France pour la programmation artistique et culturelle de La Galerie, dans le cadre de son soutien aux centres d'art conventionnés, pour l'année 2014.

Article 2 :

Autorise Monsieur le Maire ou son représentant à signer tous les documents afférents à cette demande de subvention et à son versement.

Article 3 :

Dit que la recette sera inscrite au chapitre 74, article 7472, fonction 322 du budget de la ville.

Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

UNANIMITE

LA DELIBERATION EST ADOPTEE

2014/05-15 - DIRECTION DES AFFAIRES CULTURELLES

LA GALERIE, DEMANDE DE SUBVENTION 2014 AUPRES DE LA REGION ILE DE FRANCE (25.000 EUROS)

Rapporteur : Monsieur Jean THARY

La Galerie, Centre d'art contemporain, offre aujourd'hui aux différents publics une programmation très diversifiée et basée sur l'art comme expérience sensible et réflexion de notre rapport au monde.

Chaque année, elle conçoit et réalise trois expositions (individuelles et collectives), une exposition pédagogique ainsi que trois résidences, une à destination d'un artiste, une autre d'un commissaire d'exposition étranger et une troisième, nouvellement mise en place, à destination d'un artiste dont la pratique principale est l'écriture. Les résidences et les expositions permettent de découvrir des œuvres inédites d'artistes internationalement reconnus aux côtés du travail d'artistes émergents.

Accompagnant au quotidien les artistes français par la production de nouvelles œuvres et des résidences, La Galerie participe aussi à l'ouverture de la scène artistique française à l'international par l'édition d'un catalogue bilingue gratuit pour chaque exposition.

Il est demandé au Conseil municipal :

d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à solliciter une subvention annuelle de 25 000 € auprès du Conseil régional d'Ile-de-France pour La Galerie dans le cadre de son soutien aux lieux de diffusion des arts et manifestations numériques pour l'année 2014.

DELIBERATION

Le Conseil municipal,

Vu l'article L 2321-2 alinéa 2 du code général des collectivités territoriales,

Considérant que la qualité et la pertinence des actions conduites par La Galerie, Centre d'art contemporain, permettent un partenariat renouvelé entre la commune de Noisy-le-Sec et le Conseil régional d'Ile-de-France,

DELIBERE

Article 1 :

Autorise Monsieur le Maire ou son représentant à solliciter une subvention annuelle de 25 000 € auprès du Conseil régional d'Ile-de-France pour La Galerie dans le cadre de son soutien aux lieux du réseau culturel francilien pour l'année 2014.

Article 2 :

Autorise Monsieur le Maire ou son représentant à signer tous les documents afférents à cette demande de subvention et à son versement.

Article 3 :

Dit que la recette sera inscrite au chapitre 74, article 7472, fonction 322 du budget de la ville.

Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

UNANIMITE

LA DELIBERATION EST ADOPTEE

LA GALERIE, CENTRE D'ART CONTEMPORAIN, DEMANDE DE SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT 2014 AUPRES DU CONSEIL GENERAL DE SEINE-SAINT-DENIS (50.000 E)

Rapporteur : Monsieur Jean THARY

La Galerie, Centre d'art contemporain, offre aujourd'hui aux différents publics une programmation très diversifiée et basée sur l'art comme expérience sensible et réflexion de notre rapport au monde.

Chaque année, elle conçoit et réalise trois expositions (individuelles et collectives), une exposition pédagogique ainsi que trois résidences, une à destination d'un artiste, une autre d'un commissaire d'exposition étranger et une troisième, nouvellement mise en place, à destination d'un artiste dont la pratique principale est l'écriture. Les résidences et les expositions permettent de découvrir des œuvres inédites d'artistes internationalement reconnus aux côtés du travail d'artistes émergents.

Accompagnant au quotidien les artistes français par la production de nouvelles œuvres et des résidences, La Galerie participe aussi à l'ouverture de la scène artistique française à l'international par l'édition d'un catalogue bilingue gratuit pour chaque exposition.

Il est demandé au Conseil municipal :

d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à solliciter une subvention annuelle de 50 000 € auprès du Conseil général de la Seine-Saint-Denis pour La Galerie, en soutien à la conduite du projet artistique et culturel pour l'année 2014.

DELIBERATION

Le Conseil municipal,

Vu l'article L 2321-2 alinéa 2 du code général des collectivités territoriales,

Considérant que le Conseil général de la Seine-Saint-Denis soutient financièrement le projet artistique et culturel de La Galerie dans le cadre d'une convention annuelle 2014,

DELIBERE

Article 1 :

Autorise Monsieur le Maire ou son représentant à solliciter une subvention annuelle de fonctionnement de 50 000 € auprès du Conseil général de la Seine-Saint-Denis, en soutien à la conduite du projet artistique et culturel de La Galerie pour l'année 2014..

Article 2 :

Autorise Monsieur le Maire ou son représentant à signer tous les documents afférents à cette demande de subvention et à son versement.

Article 3 :

Dit que la recette sera inscrite au chapitre 74, article 7472, fonction 322 du budget de la ville.

Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

UNANIMITE

LA DELIBERATION EST ADOPTEE

2014/05-17- DIRECTION DES AFFAIRES CULTURELLES

LA GALERIE, CENTRE D'ART CONTEMPORAIN, DEMANDE DE SUBVENTION POUR LA RESIDENCE D'ARTISTE 2014 AUPRES DU CONSEIL GENERAL DE SEINE-SAINT-DENIS (10.000 EUROS)

Rapporteur : Monsieur Jean THARY

La Galerie, Centre d'art contemporain, offre aujourd'hui aux différents publics une programmation très diversifiée et basée sur l'art comme expérience sensible et réflexion de notre rapport au monde.

Chaque année, elle conçoit et réalise trois expositions (individuelles et collectives), une exposition pédagogique ainsi que trois résidences, une à destination d'un artiste, une autre d'un commissaire d'exposition étranger et une troisième, nouvellement mise en place, à destination d'un artiste dont la pratique principale est l'écriture. Les résidences et les expositions permettent de découvrir des œuvres inédites d'artistes internationalement reconnus aux côtés du travail d'artistes émergents.

Accompagnant au quotidien les artistes français par la production de nouvelles œuvres et des résidences, La Galerie participe aussi à l'ouverture de la scène artistique française à l'international par l'édition d'un catalogue bilingue gratuit pour chaque exposition.

Il est demandé au Conseil municipal :

d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à solliciter une subvention annuelle de 10 000 € auprès du Conseil général de la Seine-Saint-Denis pour La Galerie, en soutien à la résidence d'artiste pour l'année 2014.

DELIBERATION

Le Conseil municipal,

Vu l'article L 2321-2 alinéa 2 du code général des collectivités territoriales,

Considérant que dans le cadre de sa mission d'aide à la création, La Galerie, Centre d'art contemporain de Noisy-le-Sec accueille en résidence un artiste plasticien dans le cadre d'une thématique spécifique et visant à accompagner la production d'un projet ou d'œuvres qui seront intégrées dans la programmation annuelle de La Galerie,

Considérant que le Conseil général de la Seine-Saint-Denis soutient financièrement le projet artistique et culturel de La Galerie,

DELIBERE

Article 1 :

Autorise Monsieur le Maire ou son représentant à solliciter une subvention complémentaire de 10 000 € auprès du Conseil général de la Seine-Saint-Denis, en soutien à la résidence d'artiste à La Galerie de Noisy-le-Sec pour l'année 2014.

Article 2 :

Autorise Monsieur le Maire ou son représentant à signer tous les documents afférents à cette demande de subvention et à son versement.

Article 3 :

Dit que la recette sera inscrite au chapitre 74, article 7472, fonction 322 du budget de la ville.

Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

UNANIMITE

LA DELIBERATION EST ADOPTÉE

2014/05-18- DIRECTION DES AFFAIRES CULTURELLES

LA GALERIE, CENTRE D'ART CONTEMPORAIN, DEMANDE DE SUBVENTION COMPLEMENTAIRE POUR LA RESIDENCE IN SITU INTERNATIONAL 2013-2014, AUPRES DU CONSEIL GENERAL DE SEINE-SAINT-DENIS (3000 EUROS)

Rapporteur : Monsieur Jean THARY

La Galerie, Centre d'art contemporain, offre aujourd'hui aux différents publics une programmation très diversifiée et basée sur l'art comme expérience sensible et réflexion de notre rapport au monde.

Chaque année, elle conçoit et réalise trois expositions (individuelles et collectives), une exposition pédagogique ainsi que trois résidences, une à destination d'un artiste, une autre d'un commissaire d'exposition étranger et une troisième, nouvellement mise en place, à destination d'un artiste dont la pratique principale est l'écriture. Les résidences et les expositions permettent de découvrir des œuvres inédites d'artistes internationalement reconnus aux côtés du travail d'artistes émergents.

Accompagnant au quotidien les artistes français par la production de nouvelles œuvres et des résidences, La Galerie participe aussi à l'ouverture de la scène artistique française à l'international par l'édition d'un catalogue bilingue gratuit pour chaque exposition.

Il est demandé au Conseil municipal :

d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à solliciter une subvention complémentaire de 3000 € auprès du Conseil général de la Seine-Saint-Denis pour La Galerie, en soutien au dispositif In Situ International pour l'année scolaire 2013-2014.

DELIBERATION

Le Conseil municipal,

Vu l'article L 2321-2 alinéa 2 du code général des collectivités territoriales,

Considérant que dans le cadre de sa mission d'aide à la création et de sensibilisation à l'art contemporain, La Galerie, Centre d'art contemporain de Noisy-le-Sec permet l'accueil en résidence du collectif d'artistes Abake dans le cadre du dispositif In Situ International, résidence d'artistes étrangers dans les collèges pour l'année scolaire 2013-2014.

Considérant que le Conseil général de la Seine-Saint-Denis soutient financièrement ce dispositif pour La Galerie,

D E L I B E R E

Article 1 :

Autorise Monsieur le Maire ou son représentant à solliciter une subvention complémentaire de 3000 € auprès du Conseil général de la Seine-Saint-Denis, pour La Galerie, en soutien au dispositif In Situ International pour l'année scolaire 2013-2014.

Article 2 :

Autorise Monsieur le Maire ou son représentant à signer tous les documents afférents à cette demande de subvention et à son versement.

Article 3 :

Dit que la recette sera inscrite au chapitre 74, article 7472, fonction 322 du budget de la ville.

Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

UNANIMITE

LA DELIBERATION EST ADOPTEE

2014/05-19-DIRECTION GENERALE ADJOINTE EQUIPEMENTS ET CADRE DE VIE

CONVENTION DE CO-MAITRISE D'OUVRAGE ET CONVENTIONS FINANCIERES POUR L'ENFOUISSEMENT DES RESEAUX D'ELECTRICITE ET DE TELECOMMUNICATIONS SUR LA RUE PIERRE CURIE

Rapporteur : Monsieur Karim HAMRANI

La présente convention a pour objectif d'organiser les modalités de la convention de co-maîtrise d'ouvrage pour l'enfouissement des réseaux, dont le S.I.P.P.E.R.E.C. est maître d'ouvrage sur le territoire de la collectivité, rue Pierre Curie, simultanément avec l'enfouissement des réseaux aériens, dont la collectivité est maître d'ouvrage, conformément aux dispositions de l'article 2 II de la loi n°85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée.

En application de ces dispositions, la collectivité décide de transférer temporairement sa maîtrise d'ouvrage au S.I.P.P.E.R.E.C., pour la réalisation de l'enfouissement de ses réseaux aériens ; le S.I.P.P.E.R.E.C. acceptant cette mission dans les conditions de la présente convention.

La présente convention s'accompagne des conventions financières liées aux travaux d'études et de travaux pour la réalisation de l'enfouissement des réseaux.

Un avenant à la convention de partenariat avec les concessionnaires E.R.D.F. et E.D.F. a été signé le 20 avril 2011 avec le S.I.P.P.E.R.E.C., avec une répartition permettant la prise en charge des travaux d'enfouissement des réseaux fils nus et torsadés à 100 %.

Ce nouveau dispositif étant sous maîtrise d'ouvrage du syndicat, il n'y a pas lieu d'établir de convention financière « électricité ».

Pour une meilleure compréhension des répartitions financières des études et travaux liés à l'opération d'enfouissement de la rue Pierre Curie, un tableau récapitulatif est associé au document.

Récapitulatif des estimations et des participations concernant les études et travaux

Conventions	Montants estimés pour l'enfouissement des différents réseaux	Taux estimé de participation de l'opérateur	Taux estimé de participation de la collectivité	Taux de participation du syndicat	Montant de la participation de la collectivité	Montant de la participation du syndicat
Convention financière (études + travaux) pour l'enfouissement des réseaux d'électricité			0,00%	100,00%		181 000 € T.T.C.
Convention financière (études + travaux) pour l'enfouissement des réseaux de communications électroniques ORANGE	81 600 € T.T.C.	10,00%	90,00%		73 440 € T.T.C.	
Convention de co-maîtrise (études + travaux) pour l'enfouissement des réseaux propres à la collectivité	76 800 € T.T.C.		100,00%		69 120 € T.T.C.	
Indemnisation du S.I.P.P.E.R.E.C. pour sa mission de maîtrise d'ouvrage sur les réseaux autres qu'électriques (5% du montant H.T. des travaux)	61 000 + 57 000 = 118 000 € T.T.C.		5% du montant des travaux réalisés		5 900 € T.T.C.	
<u>TOTAL</u>					<u>148 460 € T.T.C.</u>	<u>181 000 € T.T.C.</u>

Les travaux pourraient débuter courant du 2ème semestre 2014, en tenant compte des délais nécessaires pour la mise au point des projets et l'attribution des marchés publics de S.P.S., de maîtrise d'oeuvre et de travaux.

Les projets de convention figurent aux annexes 7 et 8 :

<http://extranet.noisylesec.fr/upload/e193779973ee9b607c7630260684fb66.zip>

Il est demandé au Conseil municipal :

- d'approuver la convention de co- maîtrise d'ouvrage et les conventions financière liées à l'opération,
- d'autoriser Monsieur le Maire à signer l'ensemble des conventions liées à la présente opération.

DELIBERATION

Le Conseil municipal,

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L 2224-35,

Vu la loi n° 2004-575 du 21 juin 2004 et notamment son article 51 relatif à la confiance dans l'économie numérique,

Vu la loi n°82-813 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, départements et régions,

Vu la loi n°85-704 du 12 juillet 1985 permettant de recourir aux modalités de la co-maîtrise d'ouvrage,

Vu l'ordonnance n°2004-566 du 17 juin 2004 portant modification de l'article 2 de la loi du 12 juillet 1985 relative aux modalités de recours pour la co-maîtrise d'ouvrage,

Considérant la nécessité de passer une convention fixant les conditions de co-maîtrise d'ouvrage et de financement des études et travaux relatifs à l'enfouissement des réseaux électriques et de télécommunications de la rue Pierre Curie,

D E L I B E R E

Article 1 :

Approuve la convention de co-maîtrise d'ouvrage et la convention financière relative à l'enfouissement des réseaux électriques et de télécommunications, de la rue Pierre Curie avec le S.I.P.P.E.R.E.C.

Article 2 :

Autorise Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention de co-maîtrise d'ouvrage et financière.

Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

UNANIMITE

LA DELIBERATION EST ADOPTEE

2014/05-20- DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES

FORMATION DES ELUS

Rapporteur : Madame Nicole RIVOIRE

En application des dispositions des articles L. 2123-12 et suivants du code général des collectivités locales (CGCT), chaque élu local a le droit de bénéficier d'une formation adaptée à ses fonctions, selon les modalités définies par le conseil municipal.

Le conseil municipal doit dans les trois mois suivant son renouvellement, délibérer sur l'exercice du droit à la formation de ses membres et déterminer les orientations et les crédits ouverts à ce titre.

Un tableau récapitulant les actions de formation des élus financées par la collectivité doit être annexé au compte administratif. Ce document donne lieu à débat annuel sur la formation des membres du conseil municipal.

La prise en charge par la collectivité comprend non seulement les frais d'enseignement mais aussi de déplacement et de séjour en résultant.

Le montant total des dépenses de formation qui incluent les remboursements et compensations, ne peut toutefois excéder 20% du montant total des indemnités de fonction qui peuvent être allouées aux élus de la commune (article L. 2123-14 du Code général des collectivités territoriales).

Ces charges constituent une dépense obligatoire pour le budget communal.

Les demandes de formation doivent être adressées au cabinet du Maire qui en assure la transmission à la Direction des ressources humaines sous couvert de la Direction générale.

Il appartient à la Ville de vérifier au préalable que l'organisme concerné dispose bien de l'agrément du ministre de l'intérieur, conformément aux dispositions de l'article R. 2123-12 du CGCT. La liste de ces organismes peut être consultée sur le site internet de la DGCL du ministère de l'intérieur <http://www.dgcl.interieur.gouv.fr>, rubrique «conseils et organismes, CNFEL».

Il est proposé au Conseil municipal d'approuver les modalités d'exercice du droit à la formation des élus, les orientations thématiques et les crédits alloués à ce titre.

DELIBERATION

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 2123-12 et suivants,

Considérant que la formation est un droit pour les élus qui le souhaitent,

DELIBERE

Article 1er :

Chaque élu pourra bénéficier, pour la durée du mandat, d'un droit à la formation selon ses souhaits, à la condition que l'organisme soit agréé par le ministère de l'intérieur.

Article 2 :

Les thèmes privilégiés seront :

- les fondamentaux de l'action publique,
- les formations en lien avec les délégations et/ou l'appartenance aux différentes commissions,
- les formations favorisant l'efficacité personnelle (bureautique, prise de parole, gestion des conflits...)

Article 3 :

Le montant des dépenses totales inscrites au chapitre 65 sera plafonné à 20 % du montant total des indemnités susceptibles d'être alloués aux élus.

Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

UNANIMITE

LA DELIBERATION EST ADOPTEE

MODIFICATION DU TABLEAU DES EFFECTIFS - CREATION DU POSTE DE CHEF DE SERVICE DE POLICE MUNICIPALE

Rapporteur : Madame Nicole RIVOIRE

Compte tenu de la volonté de permettre l'accès par promotion interne d'un agent de la collectivité au cadre d'emplois des chefs de service de la police municipale et de l'absence d'un tel emploi au tableau des effectifs, il est demandé au Conseil municipal d'approuver la création d'un emploi de chef de service de police municipale.

La création de cet emploi sera suivie de l'affectation dans cet emploi d'un agent de la collectivité qui exerce actuellement les fonctions afférentes à ce cadre d'emplois et qui remplit par ailleurs les conditions statutaires pour y être nommé par promotion interne. L'ensemble de ces mesures ayant pour but d'assurer une mise en conformité du grade de l'agent avec les fonctions exercées.

DELIBERATION

Le conseil,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

Vu le décret n° 2011-444 du 21 avril 2011 portant statut particulier du cadre d'emplois des chefs de service de la police municipale,

Vu le budget communal,

Considérant les besoins des services et la nécessité de modifier le tableau des emplois permanents,

DELIBERE

Article 1 :

Approuve la création de l'emploi suivant :

Un poste de chef de service de police municipale à temps complet au grade de chef de service de police municipale (catégorie B)

Emplois créés	Directions	Motifs
1 Chef de service de police municipale (grade de chef de service de police municipale)	Direction de la sécurité et de la prévention	Promotion interne

Article 2

Les crédits nécessaires à la rémunération et aux charges sociales sont inscrits au budget, chapitre 012.

Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

POUR 40 MAJORITE MUNICIPALE, GROUPE ROUGE ET

		VERTE LA GAUCHE ENSEMBLE
ABSTENTION	3	GROUPE SOCIALISTE

LA DELIBERATION EST ADOPTEE

**ACQUISITION PAR LA VILLE D'UNE EMPRISE DE TERRAIN A DETACHER DE LA PARCELLE SISE
65 BOULEVARD GAMBETTA**

Rapporteur : Monsieur Laurent RIVOIRE

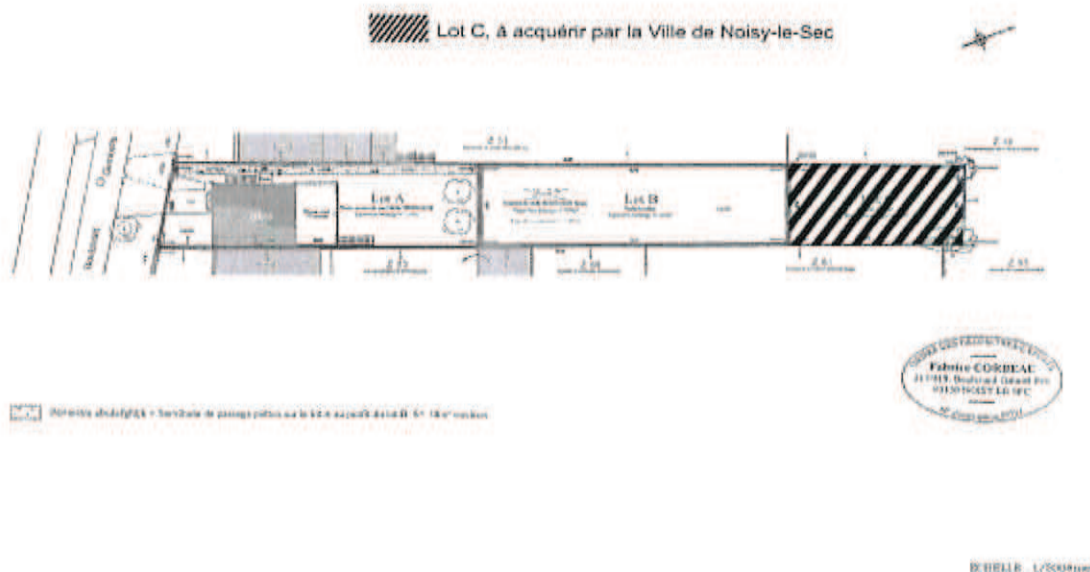
La Ville de Noisy-le-Sec est propriétaire de terrains situés à l'arrière du Collège Jacques Prévert, à savoir les parcelles cadastrées section Z n° 152, 144 et 46. Concernant cette dernière parcelle, la Ville en est, à ce jour, copropriétaire avec les consorts Koenig.

Ces terrains, d'une superficie globale d'environ 5.900 m² ont été acquis au gré des opportunités afin de constituer une réserve foncière cohérente en vue de la mise en œuvre d'une opération mixte incluant notamment un équipement public à vocation sportive en lien avec le Collège. La constitution progressive de cette réserve a permis d'une part, d'anticiper les besoins croissants en équipements publics et la pénurie de foncier sur le territoire, et d'autre part d'identifier en amont un potentiel de densification à proximité d'un pôle de transport (à moins de 400 mètres de la gare RER).

Ce projet permettra de mettre en œuvre les objectifs de la Municipalité fixés dans le Projet d'Aménagement et de Développement Durables de la Ville, à la fois en termes de logements et d'équipements.

C'est dans ce cadre, que Madame Sehouane, propriétaire du terrain situé 65 boulevard Gambetta et cadastrée section Z n° 52, a échangé avec les services de la Ville. En effet, à l'occasion du projet de cession de son bien, il a été convenu que la Ville acquière le fond de ladite parcelle jouxtant la parcelle Z 46. Il s'agit plus précisément d'une emprise de terrain d'une superficie d'environ 165 m², et dont l'acquisition permettra à la Ville de disposer d'un périmètre davantage cohérent en vue de la mise en œuvre d'un projet d'aménagement futur.

Il est donc demandé au Conseil Municipal d'approuver l'acquisition d'une emprise de terrain d'une superficie d'environ 165 m², dénommé lot « C » à détacher de la parcelle cadastrée section Z n° 52, au prix de 29.500 Euros net vendeur, et d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer, au nom de la Ville, tous les actes ou pièces ainsi que la constitution de servitudes le cas échéant nécessaires à l'exécution de la présente délibération.



DELIBERATION

Le Conseil,

Vu le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques et notamment les articles L.1111-1 et L.1111-4,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2241-1 et suivants,

Vu les échanges entre Madame Sehouane et la Ville de Noisy-le-Sec, fixant le prix d'acquisition à 29.500 Euros,

Vu le plan de division de la parcelle cadastrée section Z n° 52 en trois lots,

Vu l'estimation des Services Fiscaux reçue en mairie le 23 juillet 2013,

Considérant la situation du terrain à proximité de terrains appartenant à la Ville et d'un équipement public,

Considérant le souhait de la Municipalité, renouvelé dans le Projet d'Aménagement et de Développement Durables du Plan Local d'Urbanisme, de mettre en œuvre un projet mixte répondant aux besoins en termes de logements et d'équipements publics,

Considérant les différents échanges intervenus entre la Ville de Noisy-le-Sec et Madame Sehouane,

DELIBERE

Article 1

Le lot « C » issu de la division de la parcelle cadastrée section Z n° 52, sise 65 boulevard Gambetta à Noisy-le-Sec, d'une superficie d'environ 165 m² sera acquis par la Ville de Noisy-le-Sec.

Article 2

Cette acquisition sera finalisée au prix de 29.500 € H.T.

Article 3

Les dépenses liées à cette acquisition seront prévues au budget de la Commune.

Article 4

Les frais d'acte seront à la charge de la Ville, acquéreur du bien.

Article 5

Le Conseil Municipal autorise Monsieur le Maire ou son représentant à signer, au nom de la Ville, toutes les pièces et actes d'acquisition ainsi que la constitution de servitudes le cas échéant en vue de l'exécution de la présente délibération.

Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

POUR	34	MAJORITE MUNICIPALE
ABSTENTION	8	GROUPE SOCIALISTE, OLIVIER SARRABEYROUSE, ANNE DEO, PASCALE LABBE, GILLES GARNIER, CHRISTIANE DEL POZO
CONTRE	1	Patrick LASCoux

LA DELIBERATION EST ADOPTEE

V. QUESTIONS ORALES

QUESTION ORALE POSEE PAR LE GROUPE ROUGE ET VERTE LA GAUCHE ENSEMBLE PORTANT SUR LES RYTHMES SCOLAIRES

Monsieur le Maire,

La question des rythmes scolaires traverse la vie politique de notre pays depuis septembre 2012. Vous avez commencé à vous emparer de cette question dès l'automne 2012 en affirmant publiquement dans cette même assemblée que vous étiez « techniquement » prêt à appliquer la réforme, confirmant les propos tenus par votre adjoint à l'enseignement au cours de la commission enseignement qui avait précédé ce conseil municipal.

Certes, la question des rythmes scolaires telle qu'elle nous a été imposée, pose des questions à plus d'un titre. Elle territorialise l'éducation avec ce que cela engendre d'inégalités. Elle transfère des charges et des compétences de l'Etat vers les Communes dont les dotations et les aides publiques sont considérablement réduites et les aides incitatives qui l'accompagnent sont temporaires, ne permettant pas de pérenniser financièrement les dispositifs mis en place. Elle considère le temps de l'enfant de manière parcellaire et non dans sa globalité, en privilégiant le périscolaire avant de se préoccuper des contenus, méthodes, moyens et temps dédiés aux apprentissages. Les communes dans lesquelles elle a été mise en place établissent des constats assez négatifs, pour ne pas dire alarmants, elles déplorent les conséquences néfastes d'une réforme bâclée et inappropriée aux besoins et aux rythmes biologiques des enfants.

Cependant, cette réforme a le mérite d'avoir mis en débat, la nécessité de revoir et d'aménager différemment les temps de l'enfant face aux effets de la semaine de quatre jours qui rend l'enseignement difficile et face au déséquilibre des périodes travaillées sur l'ensemble de l'année scolaire. Mais ce débat ne semble pas avoir eu lieu de manière constructive à Noisy-le-sec, puisque vous en êtes au même point aujourd'hui qu'il y a dix-huit mois, à savoir, uniquement « techniquement » prêts.

En effet, après avoir proposé un questionnaire aux parents, aux agents, aux partenaires et aux enseignants au printemps 2013, vous avez tiré une première analyse en octobre dernier, débouchant sur des propositions. Ces propositions ont été rejetées par dix-neuf conseils d'école sur vingt et un. Ce résultat traduit objectivement qu'il y a eu un défaut méthodologique de votre part en vous privant d'une réelle réflexion préalable avec les partenaires. Depuis, vous avez réuni deux commissions Enseignement en février et en mars avec des propositions toujours imprécises et inabouties, sans succès auprès des parents, agents et enseignants. Une réelle consultation repose sur autre chose qu'une multiplicité de rencontres où sont proposées des cases vides ou colorées. Cette réforme a connu quelques assouplissements issus du remaniement ministériel, ce qui vous amène aujourd'hui à formuler de nouvelles propositions à sept semaines de la fin de l'année scolaire. Il n'empêche qu'à ce jour, aucun des membres de la communauté éducative noiséenne ne connaît les conditions précises de mise en place d'un dispositif pour la prochaine rentrée scolaire de septembre 2014.

Monsieur le Maire, depuis le début, vous n'avez entrepris aucune concertation qui aurait permis la construction de projets ayant du sens. Alors que des parents et enseignants des écoles Carnot et Estienne d'Orves vous ont soumis des projets expérimentaux, vous vous contentez d'appliquer à minima ce que l'on vous impose en proposant systématiquement de remplir des cases d'emploi du temps sans ne jamais aborder des aspects essentiels tels que le contenu, la formation, le lien avec l'école, la réorganisation de la pause méridienne...

Vous semblez être dans l'attente d'une annulation de la réforme, d'un nouveau report, d'un autre assouplissement, mais, sans vous y opposer ouvertement et politiquement, vous ne semblez pas avoir davantage l'ambition de construire un projet éducatif pour les enfants de notre ville. Les premiers à pâtir de cette posture seront les enfants.

En effet, cet aménagement du temps de l'enfant doit être considéré avec intérêt, même s'il n'entre pas dans le cadre de la réforme, dans un cadre plus large de projet éducatif municipal. Seulement, depuis

2010, aucun projet de ce type n'a été élaboré avec tous les publics intéressés par la question de l'éducation.

A partir de tous ces éléments, le groupe « Rouge et Vert, la gauche ensemble » souhaiterait savoir si vous êtes favorable ou opposé à cette réforme ?

Si vous y êtes opposé, serez-vous aussi virulent et engagé que pour empêcher le passage du tramway ?

Si vous y êtes favorable, quel projet comptez-vous mettre en place à la rentrée 2014 et quelles démarches entreprenez-vous dès aujourd'hui pour en assurer la réussite et la qualité ?

Quelle différence faites-vous entre la maternelle et l'élémentaire ?

Quels sont les partenaires éducatifs ou mouvements d'éducation populaire que vous avez sollicités, sur quelles activités, quelle fréquence, quels objectifs ?

Quelle formation préalable envisagez-vous pour les personnels, avec quelle projection sur l'avenir à moyen et à plus long terme ?

Quelle évaluation antérieure à la mise en place du dispositif avez-vous prévue pour pouvoir, à l'issue de la première année, évaluer la pertinence des projets ou l'inadaptation de certains autres ?

Quel budget précis et détaillé est prévu pour le matériel, les salaires des agents territoriaux, les prestataires éventuels, la formation, les activités... ?

Les activités périscolaires seront-elles gratuites ou payantes ?

Allez-vous profiter de cet aménagement pour travailler sur le contenu éducatif de la pause méridienne dont la qualité détermine en partie les conditions d'apprentissages des après-midi ?

Comment sera organisée l'utilisation des infrastructures culturelles et sportives de la ville ?

Voilà Monsieur le Maire, les premières questions que les Noiséennes et les Noiséens se posent quand, elles et ils sont intéressés par la qualité de l'offre éducative de notre Commune.

Merci de la précision de votre réponse.

Olivier SARRABEYROUSE

REPONSE DE MONSIEUR LE MAIRE PORTANT SUR LES RYHTMES SCOLAIRES

Monsieur,

En vous apportant la réponse sur ce sujet des rythmes scolaires, je vous avoue ne pas très bien savoir si je dois m'adresser au conseiller municipal d'opposition, au directeur d'Ecole ou au syndicaliste,

Vous avez rappelé au début de votre question votre point de vue et le contexte « politique » de cette réforme des rythmes scolaires, et en résumé vous adressez une critique sévère de cette réforme en soulignant :

- Les inégalités entre les communes
- Le transfert de charges vers les communes tout en baissant les dotations de l'Etat,
- Les aides incitatives temporaires de la part de l'Etat,
- une attention portée sur le périscolaire et non sur le contenu de la réforme.

Heureusement que vous avez voté pour les politiques et le parti qui est au Gouvernement qui sont les initiateurs de cette réforme, sinon, quelle aurait été la virulence de vos critiques ! Permettez-moi de vous dire que vous récoltez la moisson de vos choix politiques et que vous devez les assumer, ce qui ne semble pas être pour vous très facile.

J'aurai tendance à dire que vous voyez les choses de manière parfaitement déformée.

1 – la réforme est celle du Parti Socialiste – que vous avez soutenu - et pas celle de la Mairie de Noisy-le-Sec : vous l'avez voulu en votant pour vos amis, nous pas ! Elle nous est imposée, nous critiquons la manière dont elle a été amenée, la méthode – bien loin effectivement de ce qui aurait dû être une vraie concertation initiale. Nous, nous sommes républicains, respectueux des lois, et nous appliquerons ce décret en ayant pour souci celui des enfants noiséens.

Que n'auriez vous dit cher collègue, si nous n'avions pas voulu appliquer d'autres Lois

2 – Vous vous focalisez sur le Péri-scolaire qui ne représente qu'une infime partie de ce que doit être réellement la réforme des rythmes scolaires : permettez moi de dire et redire que les Mairies de France ne sont pas là pour faire le travail de réforme que l'Education Nationale doit réaliser sur le fond. Sur cet aspect là, nous pouvons tous rester sur notre faim ! Ce que doit être le cœur de la Réforme est strictement inconnu !

La déformation récurrente de la réalité est ce qui vous anime. Nous en avons eu un vif aperçu lors des municipales récentes !

1. Vous parlez des rejets des conseils d'écoles ! Vous avez juste oublié de dire que ces rejets ne portaient pas sur les propositions de la municipalité, mais sur le fond de la réforme.

Et curieusement, alors que l'on nous parle de concertation et donc de participer et de donner son opinion, et bien les conseils ont refusé de porter un avis sur les propositions, préférant demander le report de la réforme (motion de la FCPE et de l'inter syndicale). En ce qui concerne le débat sur la réforme, ce sont les enseignants qui ne s'en sont pas saisis, en refusant systématiquement les propositions d'application et en espérant faire revenir le gouvernement sur sa décision.

2. Ensuite, je veux réinsister là dessus : nous sommes sur une réforme du rythme scolaire, qui porte avant tout sur l'organisation du temps. La municipalité n'a pas vocation à se prononcer sur le contenu pédagogique du temps de classe et les TAP restent un temps marginal du temps passé à l'école : 3 heures contre 24 heures d'enseignement.

Alors que les plannings présentés en mars étaient aboutis et validés par la commission enseignement, avec la mobilisation des services et des partenaires associatifs, le Gouvernement a fait ses annonces en avril PENDANT les vacances, sur des aménagements possibles. La reformulation des propositions a été rendue opportune par les annonces d'assouplissement qui permettaient des propositions de planning plus intéressantes.

3. Ce décret précisant les assouplissements date du 7 mai ! J'ai bien dit le 7 mai, cela fait exactement 7 jours que le Gouvernement a introduit une nouvelle donne qui ne fait que remettre l'ensemble des équipes à nouveau au travail, elles, et les élus, qui ont déjà passé des centaines d'heures à travailler sur une réforme dont la méthode et les revirements sont ubuesques ! Avec ce nouvel assouplissement, le Gouvernement ne laisse cette fois-ci qu'un mois (6 juin) aux municipalités pour mettre en œuvre la réforme et indiquer au DASEN leur choix. Les conseils d'école doivent d'ailleurs valider le scénario dérogatoire proposé par la municipalité avant cette date du 6 Juin.

Les municipalités ne sont pas responsables de ces aménagements gouvernementaux, de ces volte-face permanents. J'aimerais bien savoir ce qu'a coûté à la France ces millions d'heures de travail des administratifs, des élus, des partenaires ! C'est tout simplement délirant à un moment où la rigueur est demandée aux collectivités locales en baissant leurs dotations.

4. 4^e point, et pas le moindre : il n'y a pas eu de concertation dites vous ! M. Sarabeyrouse, Mesdames et Messieurs les élus de votre groupe, vous n'êtes pas sérieux ! la concertation n'a jamais cessé. Puisque votre mémoire flanche, voici un rappel qui s'impose : 6 commissions enseignement portant sur les rythmes scolaires se sont déroulées :
 - 5 février 2013
 - 28 février 2013
 - 6 juin 2013
 - 15 octobre 2013
 - 4 mars 2014
 - 13 mai 2014

Et pour ces 2 dernières Commissions, je ne vous y ai pas vu. Alors c'est assez pratique de ne pas participer à des réunions puis de dire qu'il n'y a pas concertation ! J'en profite pour remercier Mme DEO qui a toujours été constructive dans les différentes réunions.

De plus, les agents de la Ville ont été rencontrés à plusieurs reprises : en octobre 2013, en janvier, février et mars 2014.

Les directeurs, enseignants et parents d'élèves ont été rencontrés à maintes reprises par Alexandre Benhaïm entre les commissions enseignement (juin 2013, novembre 2013, février 2014, mai 2014). Et sans parler de la multitude d'échanges directs avec les associations de parents d'élèves et les enseignants.

Et au cas où vous l'auriez oublié, juste vous rappeler que les parents d'élèves ont été près de 2000 à répondre à notre questionnaire. Mais peut être qu'à vos yeux, la concertation idéale est celle du Ministre de l'époque qui a décidé seul, dans son coin, de se lancer dans cette aventure !

Mesdames et messieurs les élus du Groupe Rouge et verte la Gauche ensemble, il semble réellement que nous n'habitions pas sur la même planète et que nous n'ayons pas du tout la même définition du mot concertation, mais que vous pensiez plutôt dialogue à sens unique.

5. Autre petit problème de mémoire, ou plus simplement d'échanges d'informations, lorsque vous affirmez qu'il n'y aurait pas de Projet éducatif sur la Ville. Je suis au regret de vous dire que la ville s'est dotée d'un projet éducatif local, mis en place avant 2010, par Mme Alda Peireira-Lemaître. Mais peut être vos amis du groupe, qui étaient alors aux commandes de la Ville ne vous en ont pas informés.
6. Même remarque quant au budget envisagé par la Ville pour ce dossier : le vote du Budget 2014, en décembre 2013 précisait parfaitement, explications à l'appui, qu'une enveloppe de 300 000 euros a été prévue au BP 2014 dont 150 000 euros pour la rémunération des intervenants. Certes vous n'étiez pas élu, et je vous recommande donc de demander à vos amis ici présents de vous prêter leur dossier du Budget, vous y trouverez les informations.
7. Si vous ne savez pas encore que nous avons annoncé que les Activités périscolaires TAP seraient gratuites, c'est que vous n'avez pas assisté à nos multiples réunions ! Cela a déjà été dit à plusieurs reprises. L'étude et les centres de loisirs resteront payants, comme cela était le cas avant.
8. Pour l'utilisation des équipements publics municipaux, les services y travaillent, mais avec des aménagements de la réforme datant d'il y a moins de 10 jours, il est difficile de fixer les plannings. Les équipements sportifs et culturels seront bien évidemment utilisés. Je tiens à souligner au passage que le Conseil général occupe nos gymnases pour les collèves, et ce de manière gratuite, et que cela n'est pas toujours facile de libérer des créneaux horaires.
Avec les tergiversations du Gouvernement, heureusement que nous n'avions pas encore figé les choses. Nous serions dans l'obligation de faire et défaire, puis refaire avec nos partenaires et associations des dispositifs complexes, comme sont en train de le réaliser actuellement des villes ayant lancé la Réforme en 2013, comme Romainville par exemple, qui n'a pas changé d'exécutif !

Permettez moi enfin de vous dire que vos critiques infondées sont de surcroît particulièrement blessantes vis à vis des agents et des directeurs qui ne cessent de travailler sur ces questions, avec comme toile de fond des revirements et des modifications incessantes du Gouvernement !

Vous voulez, on l'aura bien compris, faire porter la responsabilité des difficultés de la mise en application de cette réforme sur le Maire et la Ville ! Avec un décret modifié voici 7 jours alors que les équipes travaillent d'arrache pieds depuis plus d'un an, votre propos est tout à fait déplacé voire indécent.

Nous avons présenté les plannings qui ont été entérinés mardi soir par la commission enseignement, et qui devront être validés dans les Conseils d'école. Si cela n'était pas le cas, et bien il se passera une chose très simple parfaitement résumée dans le courrier de Monsieur le Directeur académique du 12 mai dernier : je le cite « en l'absence de consensus, voire de proposition, je serai amené à arrêter l'organisation du temps scolaire. Conformément à ce que j'ai déjà fait savoir à plusieurs reprises, je me propose alors de retirer 45 mn de classe à l'issue de chacun des 4 après-midi afin d e composer une matinée de 3 heures le mercredi. »

J'ai été long comme vous l'avez été. Mais il n'est pas possible de laisser dire des choses comme vous les dites, travesties, inexactes. Cette réforme est la vôtre car celle de vos alliés du PS, vous la critiquez et la combattez. Mais de grâce, n'en imputez pas la responsabilité à la Mairie, à nos élus et à nos équipes.

La séance est levée à

Le Secrétaire de séance	Le Président de séance
Madame Elisabeth LEFEUVRE	Monsieur Laurent RIVOIRE

